



Bulletin du triage de Sibelin
Lyon le 9 décembre 2024

La seule issue favorable dans la crise politique : Nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Maignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consommé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Accords Fret : une pilule à ne pas avaler !

La direction vient de proposer un accord garantissant aux actuels agents de Fret SNCF le maintien de leurs droits dans les futures filiales Hexafret et Technis. Un accord que les syndicats se sont empressés de signer - certains allant même jusqu'à retirer leur appel à la grève.

Pourtant, nous n'avons aucune raison de crier victoire. Les 500 postes supprimés sont toujours d'actualité et, en plus, ces accords ne sont valables que 36 mois.

Alors, pour notre avenir, misons sur notre force collective et nos luttes, en ne plaçant aucune confiance dans la direction !

Le 12 décembre, retrouvons-nous en AG !

L'arme des travailleurs, c'est la grève! Et c'est à nous, grévistes, d'en décider les suites et les modalités. Pour ça, nous avons besoin de nous réunir et d'échanger entre nous. Le 12 décembre, avant le rassemblement devant la Préfecture à 11H30, retrouvons-nous en assemblées générales sur nos sites pour discuter des perspectives et des moyens qu'on se donne !

Pour Sibelin, rendez-vous à 10h au triage de Vénissieux

Vive les grèves d'hiver

La censure de Michel Barnier et de son gouvernement laissent de nouveau la place aux appels à la constitution d'un gouvernement issu du NFP. Mais que peut-on attendre d'une coalition qui a réhabilité François Hollande et n'ose réclamer qu'un SMIC à 1600 € ? Qu'ils soient de droite ou de gauche, aucun gouvernement n'a jamais œuvré dans notre intérêt à nous, travailleurs.

Pour faire plier les patrons qui sont les vrais dirigeants, une seule solution : nos luttes collectives ! Ce mois de décembre Ce mois de décembre, marqué par des licenciements massifs chez Michelin ou Auchan et des milliards empochés par les patrons, est l'occasion d'unir les luttes. Agriculteurs, cheminots, fonctionnaires et ouvriers, ensemble, nous pouvons imposer nos revendications sans attendre au pied du sapin !

5 décembre à Lyon : un succès à poursuivre !

À Lyon, le jour de la grève de la fonction publique, 6000 personnes ont manifesté d'après la CGT pour exprimer leur colère. Partie de Jean Macé avec un cortège de tête jeune (étudiant et lycéen !), la manifestation comptait à la fois des enseignants (environ la moitié de grévistes dans de nombreux établissements), mais aussi du personnel de la fonction territoriale et hospitalière. Un succès encourageant et sur lequel s'appuyer pour la journée du 12, d'autant que certains se remobiliseront sûrement avec nous !

Syrie : après treize ans de guerre, le régime el-Assad s'écroule

Après treize ans de guerre civile et 54 ans de règne du clan Assad, la chute du dictateur Bachar el-Assad, fuyant Damas le 7 décembre, a été accueillie par des applaudissements de la population et des prisonniers libérés des geôles du régime. On comprend le soulagement à voir la chute du dictateur ayant massacré, gazé, torturé et emprisonné les opposants par dizaines de milliers ! Néanmoins, ces acclamations ne signifient pas un soutien au HTS, le groupe islamiste qui s'est emparé de la capitale avec l'appui de la Turquie, ni à son leader al-Joulani, dictateur de rechange applaudi par Macron, Netanyahu et Biden.

Les grandes puissances, complices hier du régime d'Assad, trouvent aujourd'hui dans le HTS un outil pour sécuriser leurs intérêts au détriment du peuple syrien, écrasé par les rivalités impérialistes et la misère. Pourtant, des manifestations éclatent encore, du nord au sud du pays, contre toutes les oppressions. L'espoir réside dans ces luttes sociales qui refusent de se taire.

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°23 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org